



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، ومراسيم
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلانات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

| ABONNEMENT ANNUEL | Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie | ETRANGER (Pays autres que le Maghreb) | DIRECTION ET REDACTION : SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT Abonnement et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13 Av. A. Benbarek-ALGER Tél : 65.18.15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER TELEX : 65 180 IMPOF DZ BADR : 060.300.0007 68/KG ETRANGER : (Compte devises) BADR : 060.320.0600 12 |
|------------------------------------|--|---|--|
| | 1 An | 1 An | |
| Edition originale..... | 1070,00 D.A | 2675,00 D.A | |
| Edition originale et sa traduction | 2140,00 D.A | 5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus) | |

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.
Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.
Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne.

SOMMAIRE

DÉCRETS

| | |
|--|----|
| Décret présidentiel n° 99-170 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant suppression de l'institution du médiateur de la République..... | 4 |
| Décret présidentiel n° 99-171 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant dissolution de l'agence algérienne de coopération internationale..... | 4 |
| Décret présidentiel n° 99-172 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République..... | 5 |
| Décret présidentiel n° 99-173 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères..... | 5 |
| Décret présidentiel n° 99-174 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des finances..... | 8 |
| Décret présidentiel n° 99-175 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports..... | 12 |
| Décret exécutif n° 99-176 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 fixant les modalités d'accomplissement du service civil pour les praticiens médicaux..... | 14 |

DECISIONS INDIVIDUELLES

| | |
|--|----|
| Décret présidentiel du 18 Rabie Ethani 1420 correspondant au 31 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un directeur à la Présidence de la République..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un chef de daïra à la wilaya de Skikda..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des assurances au ministère des finances..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à l'ex-ministère de l'économie..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur à l'inspection générale des douanes..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un chef d'études à la direction générale des douanes..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général de la Banque algérienne de développement "BAD"..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère de l'énergie et des mines..... | 25 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général des mines au ministère de l'énergie et des mines..... | 26 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de la normalisation, de la qualité et de la protection industrielle au ministère de l'industrie et de la restructuration..... | 26 |

SOMMAIRE (suite)

| | |
|--|----|
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au ministère de l'éducation nationale..... | 26 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de la caisse nationale des retraites..... | 26 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de l'institut national spécialisé en formation professionnelle d'Oued Aissi (Tizi-Ouzou)..... | 26 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général des pêches au ministère de l'agriculture et de la pêche..... | 26 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'institut technique des petits élevages "I.T.P.E"..... | 26 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin..... | 26 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des postes et télécommunications à la wilaya d'Oum El Bouaghi..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de l'école régionale des postes et télécommunications d'Ouargla..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère des affaires religieuses..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique au ministère des affaires religieuses..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des ressources humaines et de la réglementation au ministère des transports..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général du bureau d'études et d'analyses des activités des transports "Bedat"..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère du commerce..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère de la jeunesse et des sports..... | 27 |
| Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère de la communication et de la culture..... | 27 |

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT

| | |
|---|----|
| Arrêté du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 portant nomination d'une chargée d'études et de synthèse aux services du délégué à la planification..... | 28 |
|---|----|

MINISTERE DE L'HABITAT

| | |
|--|----|
| Arrêté interministériel du 14 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 28 juin 1999 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 22 avril 1998, fixant le nombre de directions de wilaya relevant du ministère de l'habitat et déterminant l'organisation interne des services les composant..... | 28 |
|--|----|

CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL

| | |
|--|----|
| Décision du 23 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 7 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des publications au Conseil national économique et social..... | 28 |
|--|----|

GOUVERNORAT DU GRAND ALGER

| | |
|---|----|
| Arrêté du 19 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 3 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au Gouvernorat du Grand Alger..... | 28 |
|---|----|

D É C R E T S

Décret présidentiel n° 99-170 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant suppression de l'institution du médiateur de la République.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, portant loi domaniale et l'ensemble des textes subséquents;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985, portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques et l'ensemble des textes subséquents;

Vu le décret présidentiel n° 96-113 du 4 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 23 mars 1996, portant institution du médiateur de la République;

Décète :

Article 1er. — Sont abrogées les dispositions du décret présidentiel n° 96-113 du 4 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 23 mars 1996, portant institution du médiateur de la République et l'ensemble des textes subséquents.

Art. 2. — La situation des personnels est régularisée dans le cadre statutaire ou contractuel régissant chaque catégorie par le ministre chargé de la fonction publique et le ministre chargé du budget pour le personnel du siège, et par les walis pour le personnel exerçant au niveau des wilayas.

Art. 3. — La suppression de l'institution du médiateur de la République donne lieu à un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif dressé conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission créée à cet effet et dont les membres sont désignés conjointement par le secrétaire général de la Présidence de la République et le ministre chargé des finances.

L'inventaire est approuvé par arrêté conjoint du secrétaire général de la Présidence de la République et du ministre chargé des finances.

Les droits et obligations notamment les engagements contractés par le médiateur de la République sont pris en charge par le ministre des finances.

Art. 4. — Le ministre des finances est chargé de procéder à l'affectation ou à la restitution des biens mobiliers et immobiliers acquis ou mis à la disposition du médiateur de la République.

Art. 5. — La documentation et les archives centrales du médiateur de la République sont transférées aux services de la Présidence de la République, la documentation et les archives des délégués locaux sont transférés aux wilayas.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

Décret présidentiel n° 99-171 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant dissolution de l'agence algérienne de coopération internationale.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77 (3° et 6°) et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, portant loi domaniale et l'ensemble des textes subséquents;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985, portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques et l'ensemble des textes subséquents;

Vu le décret présidentiel n° 93-272 du 29 Joumada El Oula 1414 correspondant au 14 novembre 1993, modifié et complété, portant création de l'agence algérienne de coopération internationale;

Décète :

Article 1er. — L'agence algérienne de coopération internationale créée par le décret présidentiel n° 93-272 du 29 Joumada El Oula 1414 correspondant au 14 novembre 1993, modifié et complété, est dissoute.

Art. 2. — En application de l'article 1er ci-dessus, la dissolution donne lieu à l'établissement :

— d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif dressé conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission créée à cet effet et dont les membres sont désignés conjointement par le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances.

L'inventaire est approuvé par arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances.

Art. 3. — La situation des personnels en activité auprès de l'agence est régularisée dans le cadre statutaire ou contractuel régissant chaque catégorie à la diligence du ministre des affaires étrangères.

Art. 4. — L'ensemble des biens, droits, obligations y compris les engagements contractés par l'agence ainsi que les archives et la documentation de l'agence sont transférés au ministre des affaires étrangères.

Art. 5. — Sont abrogées les dispositions du décret présidentiel n° 93-272 du 29 Joumada El Oula 1414 correspondant au 14 novembre 1993 et l'ensemble des textes subséquents.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

Décret présidentiel n° 99-172 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret présidentiel du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au budget des charges communes;

Vu le décret présidentiel n° 99-04 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, à la Présidence de la République.

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de quarante huit millions cinq cent mille dinars (48.500.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles - Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de quarante huit millions cinq cent mille dinars (48.500.000 DA), applicable au budget de fonctionnement de la Présidence de la République et aux chapitres énumérés à l'état annexé à l'original du présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

Décret présidentiel n° 99-173 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret présidentiel n° 99-05 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des affaires étrangères.

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de trente trois millions six cent mille dinars (33.600.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de trente trois millions six cent mille dinars (33.600.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires étrangères, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ETAT ANNEXE (A)

| N°s DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS ANNULES EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 1ère Partie <i>Personnel – Rémunérations d'activité</i> | |
| 31-01 | Administration centrale – Rémunérations principales..... | 3.600.000 |
| | Total de la 1ère partie..... | 3.600.000 |
| | 6ème Partie <i>Subventions de fonctionnement</i> | |
| 36-01 | Subvention à l'agence algérienne de coopération internationale..... | 10.000.000 |
| | Total de la 6ème partie..... | 10.000.000 |
| | Total du titre III..... | 13.600.000 |
| | Total de la sous-section I..... | 13.600.000 |
| | SOUS-SECTION II SERVICES A L'ETRANGER TITRE III MOYENS DES SERVICES 4ème Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i> | |
| 34-12 | Services à l'étranger – Matériel et mobilier..... | 10.000.000 |
| | Total de la 4ème partie..... | 10.000.000 |
| | 5ème Partie <i>Travaux d'entretien</i> | |
| 35-11 | Services à l'étranger – Entretien des immeubles..... | 10.000.000 |
| | Total de la 5ème partie..... | 10.000.000 |
| | Total du titre III..... | 20.000.000 |
| | Total de la sous-section II..... | 20.000.000 |
| | Total de la section I..... | 33.600.000 |
| | Total des crédits annulés..... | 33.600.000 |

ETAT ANNEXE (B)

| N°s DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | <p>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</p> <p>SECTION I</p> <p>SECTION UNIQUE</p> <p>SOUS-SECTION I</p> <p>SERVICES CENTRAUX</p> <p>TITRE III</p> <p>MOYENS DES SERVICES</p> <p>1ère Partie</p> <p><i>Personnel – Rémunérations d'activité</i></p> | |
| 31-03 | Administration centrale – Personnel vacataire et journalier – Salaires et accessoires de salaires..... | 3.600.000 |
| | Total de la 1ère partie..... | 3.600.000 |
| | <p>4ème Partie</p> <p><i>Matériel et fonctionnement des services</i></p> | |
| 34-02 | Administration centrale – Matériel et mobilier..... | 10.000.000 |
| | Total de la 4ème partie..... | 10.000.000 |
| | <p>5ème Partie</p> <p><i>Travaux d'entretien</i></p> | |
| 35-01 | Administration centrale – Entretien des immeubles..... | 20.000.000 |
| | Total de la 5ème partie..... | 20.000.000 |
| | Total du titre III..... | 33.600.000 |
| | Total de la sous-section I..... | 33.600.000 |
| | Total de la section I..... | 33.600.000 |
| | Total des crédits ouverts..... | 33.600.000 |

Décret présidentiel n° 99-174 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des finances.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret présidentiel du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au budget des charges communes;

Vu le décret exécutif n° 99-09 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des finances;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de six cent quarante six millions neuf cent quarante mille dinars (646.940.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles - Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de six cent quarante six millions neuf cent quarante mille dinars (646.940.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des finances et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ETAT ANNEXE

| N°s DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|-------------------|--|-----------------------|
| | MINISTERE DES FINANCES SECTION I ADMINISTRATION CENTRALE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i> | |
| 37-02 | Administration centrale — Conférences et séminaires..... | 2.000.000 |
| | Total de la 7ème partie..... | 2.000.000 |
| | Total du titre III..... | 2.000.000 |
| | Total de la sous-section I..... | 2.000.000 |
| | Total de la section I..... | 2.000.000 |

ETAT ANNEXE (Suite)

| N°s DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | SECTION II DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE | |
| | SOUS-SECTION III GESTION DES HOTELS DES FINANCES ET CENTRES FINANCIERS | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 5ème Partie <i>Travaux d'entretien</i> | |
| 35-21 | Hôtels des finances et centres financiers — Entretien des immeubles et leurs installations techniques..... | 2.000.000 |
| | Total de la 5ème partie..... | 2.000.000 |
| | Total du titre III..... | 2.000.000 |
| | Total de la sous-section III..... | 2.000.000 |
| | Total de la section II..... | 2.000.000 |
| | SECTION III DIRECTION GENERALE DES DOUANES | |
| | SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i> | |
| 31-01 | Direction générale des douanes — Rémunérations principales..... | 40.000.000 |
| 31-02 | Direction générale des douanes — Indemnités et allocations diverses..... | 130.000.000 |
| | Total de la 1ère partie..... | 170.000.000 |
| | 3ème Partie <i>Personnel — Charges sociales</i> | |
| 33-01 | Direction générale des douanes — Prestations à caractère familial..... | 5.000.000 |
| 33-03 | Direction générale des douanes — Sécurité sociale..... | 59.261.000 |
| | Total de la 3ème partie..... | 64.261.000 |

ETAT ANNEXE (Suite)

| N°s DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i> | |
| 37-01 | Direction générale des douanes — Versement forfaitaire..... | 9.579.000 |
| | Total de la 7ème partie..... | 9.579.000 |
| | Total du titre III..... | 243.840.000 |
| | Total de la sous-section I..... | 243.840.000 |
| | Total de la section III..... | 243.840.000 |
| | SECTION IV DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | |
| | SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 4ème Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i> | |
| 34-01 | Direction générale des impôts — Remboursement de frais..... | 30.000.000 |
| 34-02 | Direction générale des impôts — Matériel et mobilier..... | 11.200.000 |
| 34-03 | Direction générale des impôts — Fournitures..... | 4.900.000 |
| 34-04 | Direction générale des impôts — Charges annexes..... | 8.000.000 |
| | Total de la 4ème partie..... | 54.100.000 |
| | Total du titre III..... | 54.100.000 |
| | TITRE IV INTERVENTIONS PUBLIQUES | |
| | 3ème Partie <i>Action éducative et culturelle</i> | |
| 43-01 | Direction générale des impôts — Bourses – Indemnités de stage — Présalaires — Frais de formation..... | 13.000.000 |
| | Total de la 3ème partie..... | 13.000.000 |
| | Total du titre IV..... | 13.000.000 |
| | Total de la sous-section I..... | 67.100.000 |

ETAT ANNEXE (Suite)

| N°s DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | <p>SOUS-SECTION II</p> <p>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</p> <p>TITRE III</p> <p>MOYENS DES SERVICES</p> <p>3ème Partie</p> <p><i>Personnel – Charges sociales</i></p> | |
| 33-11 | Services déconcentrés des impôts – Prestations à caractère familial..... | 29.800.000 |
| | Total de la 3ème partie..... | 29.800.000 |
| | <p>4ème Partie</p> <p><i>Matériel et fonctionnement des services</i></p> | |
| 34-11 | Services déconcentrés des impôts – Remboursement de frais..... | 14.000.000 |
| 34-12 | Services déconcentrés des impôts – Matériel et mobilier..... | 14.000.000 |
| 34-14 | Services déconcentrés des impôts – Charges annexes..... | 23.000.000 |
| 34-93 | Services déconcentrés des impôts – Loyers..... | 13.000.000 |
| | Total de la 4ème partie..... | 64.000.000 |
| | <p>5ème Partie</p> <p><i>Travaux d'entretien</i></p> | |
| 35-11 | Services déconcentrés des impôts – Entretien des immeubles..... | 10.000.000 |
| | Total de la 5ème partie..... | 10.000.000 |
| | Total du titre III..... | 103.800.000 |
| | Total de la sous-section II..... | 103.800.000 |
| | Total de la section IV..... | 170.900.000 |
| | <p>SECTION V</p> <p>DIRECTION GENERALE DU DOMAINE NATIONAL</p> <p>SOUS-SECTION II</p> <p>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</p> <p>TITRE III</p> <p>MOYENS DES SERVICES</p> <p>1ère Partie</p> <p><i>Personnel – Rémunérations d'activité</i></p> | |
| 31-11 | Services déconcentrés du domaine national – Rémunérations principales..... | 70.000.000 |

ETAT ANNEXE (Suite)

| N°s DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|-------------------|--|-----------------------|
| 31-12 | Services déconcentrés du domaine national — Indemnités et allocations diverses..... | 100.000.000 |
| 31-13 | Services déconcentrés du domaine national — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires..... | 2.000.000 |
| | Total de la 1ère partie..... | 172.000.000 |
| | 3ème Partie <i>Personnel – Charges sociales</i> | |
| 33-11 | Services déconcentrés du domaine national — Prestations à caractère familial.. | 3.500.000 |
| 33-13 | Services déconcentrés du domaine national — Sécurité sociale..... | 42.500.000 |
| | Total de la 3ème partie..... | 46.000.000 |
| | 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i> | |
| 37-11 | Services déconcentrés du domaine national — Versement forfaitaire..... | 10.200.000 |
| | Total de la 7ème partie..... | 10.200.000 |
| | Total du titre III..... | 228.200.000 |
| | Total de la sous-section II..... | 228.200.000 |
| | Total de la section V..... | 228.200.000 |
| | Total des crédits ouverts..... | 646.940.000 |

Décret présidentiel n° 99-175 du 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret présidentiel du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1999, au budget des charges communes ;

Vu le décret exécutif n° 99-28 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1999, au ministre de la jeunesse et des sports.

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de cent trente deux millions cent soixante douze mille dinars (132.172.000 DA), applicable au budget des charges communes et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de cent trente deux millions cent soixante douze mille dinars (132.172.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ETAT " A " ANNEXE

| N°s DES CHAPITRES | L I B E L L E S | CREDITS ANNULES EN DA |
|---------------------------------------|---|--------------------------|
| BUDGET DES CHARGES COMMUNES | | |
| 37-91 | Dépenses éventuelles — Provision groupée..... | 92.172.000 |
| 37-96 | Festivités du 5 juillet..... | 40.000.000 |
| Total des crédits annulés..... | | 132.172.000 |

ETAT " B " ANNEXE

| N°s DES CHAPITRES | L I B E L L E S | CREDITS OUVERTS EN DA |
|--|--|--------------------------|
| MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | | |
| SECTION I SECTION UNIQUE | | |
| SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX | | |
| TITRE III MOYENS DES SERVICES | | |
| 7ème Partie <i>Dépenses diverses</i> | | |
| 37-06 | Administration centrale — Festivités du 5 juillet..... | 40.000.000 |
| 37-22 | Administration centrale — Rencontres internationales de jeunesse et de sport.. | 2.172.000 |
| Total de la 7ème partie..... | | 42.172.000 |
| Total du titre III..... | | 42.172.000 |
| TITRE IV INTERVENTIONS PUBLIQUES | | |
| 3ème Partie <i>Action éducative et culturelle</i> | | |
| 43-02 | Administration centrale — Contributions aux associations sportives..... | 90.000.000 |
| Total de la 3ème partie..... | | 90.000.000 |
| Total du titre IV..... | | 90.000.000 |
| Total de la sous-section I..... | | 132.172.000 |
| Total des crédits ouverts..... | | 132.172.000 |

**Décret exécutif n° 99-176 du 20 Rabie Ethani 1420
correspondant au 2 août 1999 fixant les modalités
d'accomplissement du service civil pour les
praticiens médicaux.**

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-10 du 11 février 1984, modifiée et complétée, relative au service civil;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé, notamment son article 201-5;

Vu l'ordonnance n° 97-15 du 24 Moharram 1418 correspondant au 31 mai 1997 fixant le statut particulier du Gouvernorat du Grand Alger;

Vu le décret n° 87-90 du 21 avril 1987 portant mise en œuvre de la loi n° 84-10 du 11 février 1984, modifiée et complétée par la loi n° 86-11 du 19 août 1986 relative au service civil;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991 portant statut particulier des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique, modifié et complété par le décret exécutif n° 93-228 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 15 octobre 1993;

Vu le décret exécutif n° 91-471 du 7 décembre 1991 portant statut particulier des spécialistes hospitalo-universitaires, modifié et complété par le décret exécutif n° 92-491 du 28 décembre 1992;

Vu le décret exécutif n° 97-261 du 9 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 14 juillet 1997 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des directions de la santé et de la population de wilaya;

Vu le décret exécutif n° 97-262 du 9 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 14 juillet 1997 portant création, organisation et fonctionnement des conseils régionaux de la santé;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret exécutif a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'accomplissement du service civil pour les praticiens médicaux en application de l'article 201-5 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complété, susvisée.

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — L'accomplissement du service civil, pour les assujettis, au sens de l'article 4 de la loi n° 84-10 du 11 février 1984, susvisée, s'effectue dans les filières et spécialités fixées en annexe II.

Art. 3. — Les assujettis au service civil sont affectés à des postes de travail réservés à cet effet et préalablement identifiés et répartis selon le zoning fixé en annexe I du présent décret.

Le zoning tel que fixé par l'annexe I peut être modifié en cas de besoin dans les mêmes formes.

La liste des affectations est arrêtée par la commission centrale prévue dans le titre II du présent décret.

La liste des filières et spécialités concernées par le service civil, conformément aux dispositions de l'article 201-5 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985, susvisé, telle que fixée en annexe II du présent décret est arrêtée annuellement dans les mêmes formes.

Art. 4. — Les assujettis exercent conformément aux dispositions des articles 14, 15 et 16 du décret n° 87-90 du 21 avril 1987, susvisée dans les spécialités ou filières dans lesquelles ils ont été formés.

Art. 5. — Les assujettis sont appelés à effectuer le service civil auprès d'un établissement de santé selon la procédure définie par le présent décret, soit immédiatement après l'obtention de leurs diplômes, lorsque les intéressés ne sont pas concernés par le service national ou ne sont pas en situation de post-graduation ou liés par un contrat de formation conformément aux dispositions du décret n° 87-90 du 21 avril 1987, susvisé soit à leur libération du service national.

Les assujettis doivent être en situation régulière vis-à-vis du service national, notamment, aux dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 87-90 du 21 avril 1987, susvisé.

Lorsque la filière ou la spécialité n'est pas concernée par le service civil, les assujettis sont libérés de façon définitive de toute obligation et sont en droit de recevoir l'attestation d'exemption prévue à l'article 17 du présent décret.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMISSION CENTRALE D'AFFECTATION ET DE RECOURS

Art. 6. — Il est institué une commission d'affectation et de recours concernant les assujettis au service civil, dénommée ci-après la "Commission centrale".

Art. 7. — La commission centrale présidée par le secrétaire général du ministère chargé de la santé comprend :

- le directeur chargé de l'administration des moyens;
- Le directeur chargé des services de la santé;
- le directeur chargé de la planification;
- le directeur chargé de la réglementation et du contentieux.

Art. 8. — Le secrétariat de la commission centrale est assuré par la direction chargée de l'administration des moyens.

Art. 9. — La commission centrale arrête un programme annuel d'affectation des assujettis au service civil.

Art. 10. — Le programme d'affectation est élaboré sur la base des besoins établis au niveau local et consolidés par les conseils régionaux de la santé.

Art. 11. — Les postes de travail ouverts annuellement à cet effet doivent faire l'objet d'une large diffusion par les directeurs de la santé de wilaya concernés à l'effet de procéder au recueil des fiches de vœux qui seront transmises pour examen et traitement au secrétariat de la commission centrale.

Art. 12. — La formulation des besoins par les autorités locales doit être accompagnée des spécifications techniques liées aux conditions d'exercice de l'assujetti au service civil, notamment, la disponibilité des équipements et matériels spécifiques à la spécialité exercée.

En outre, il devra être expressément mentionné les capacités réelles d'hébergement.

Art. 13. — La commission centrale se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire.

Elle se réunit en session extraordinaire en tant que de besoin, notamment pour l'examen des recours en matière disciplinaire.

Art. 14. — Les recours en matière disciplinaire sont traités par la commission centrale sur saisine soit du directeur de l'établissement de santé soit de l'assujetti au service civil.

Les recours doivent être adressés à la commission centrale dans les 30 jours qui suivent la décision de la commission paritaire siégeant en commission de discipline.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ATTESTATIONS D'ACQUITTEMENT ET D'EXEMPTION

Art. 15. — A l'issue de l'accomplissement du service civil, l'assujetti reçoit de l'établissement employeur une attestation d'acquiescement établie selon le modèle figurant en annexe III du présent décret.

Si au cours de la durée du service civil, des changements sont intervenus dans l'affectation de l'assujetti, l'attestation susvisée lui est délivrée par le dernier établissement de rattachement, dans le strict respect des conditions afférentes au zoning.

L'attestation est délivrée à l'assujetti huit (8) jours calendaires après la date d'expiration de la période du service civil, pour valoir ce que de droit et constituer la pièce justificative réglementaire. La dite attestation est assimilée à une attestation de travail.

Art. 16. — Les filières et spécialités ne figurant pas dans la liste prévue à l'annexe II du présent décret sont exemptées du service civil sous réserve des modifications pouvant intervenir en cas de besoin, et donnent lieu à la délivrance d'une attestation d'exemption par le ministère chargé de la santé établie selon le modèle prévu en annexe IV du présent décret, en ce qui concerne les spécialistes. Pour les praticiens généralistes l'attestation est délivrée par les directions de la santé et de la population.

TITRE IV

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Art. 17. — En application de l'article 23 de la loi n° 84-10 du 11 février 1984, susvisée, et en cas de faute lourde ou grave, au sens de la législation du travail, commise par l'assujetti au service civil, la commission paritaire par corps de l'établissement de santé est compétente pour connaître de la matérialité des faits et apprécier les circonstances aggravantes ou atténuantes conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 18. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 19. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Rabie Ethani 1420 correspondant au 2 août 1999.

Smaïl HAMDANI.

ANNEXE I

**Modulation de la durée du service civil pour les médecins, pharmaciens
et chirurgiens-dentistes dans les établissements hospitaliers**

| WILAYA | REGION I - 2 ANS | REGION II - 3 ANS | REGION III - 4 ANS |
|----------------|------------------|-------------------|--------------------|
| Adrar | Adrar | | |
| | Timimoun | | |
| | Reggane | | |
| Chlef | Chlef | | |
| | Boukadir | | |
| | Ténes | | |
| | Ouled Farès | | |
| Laghouat | Laghouat | | |
| | Aflou | | |
| Oum El Bouaghi | Oum El Bouaghi | | |
| | Aïn Beïda | | |
| | Aïn M'Lila | | |
| | Meskiana | | |
| | | | Aïn Fakroun |
| Batna | | Chu Batna | |
| | | | Batna |
| | Merouana | | |
| | Arris | | |
| | Barika | | |
| | N'Gaous | | |
| | Aïn Touta | | |
| Béjaïa | | Béjaïa | |
| | | Akbou | |
| | | Amizour | |
| | | Kherrata | |
| | | Sidi Aïch | |
| Biskra | Biskra | | |
| | Sidi Okba | | |
| | Tolga | | |
| | Ouled Djellal | | |
| Béchar | Béchar | | |
| | Abadla | | |
| | Beni Abbès | | |

ANNEXE I (Suite)

| WILAYA | REGION I - 2 ANS | REGION II - 3 ANS | REGION III - 4 ANS |
|--------------|------------------|------------------------------|--------------------|
| Blida | | | Ehs CAC Zabana |
| | | Chu Blida | |
| | | | Blida |
| | | | Boufarik |
| | | | Larba El Afroun |
| Bouira | Bouira | | |
| | Lakhdaria | | |
| | Sour El Ghozlane | | |
| | Mechdellah | | |
| | | | Aïn Bes sem |
| Tamenghasset | Tamenghasset | | |
| | In Salah | | |
| Tébessa | Tébessa | | |
| | El Aouinet | | |
| | Bir El Ater | | |
| | Cheria | | |
| | Ouenza | | |
| Tlemcen | | Chu Tlemcen | |
| | | | Tlemcen |
| | | | Remchi |
| | | Maghnia | |
| | | Sebdou | |
| | | | Ouled Mimoun |
| | | Ghazaouet | |
| Tiaret | Ehs Psy Tiaret | | |
| | Tiaret | | |
| | Mahdia | | |
| | Sougueur | | |
| | Ksar Challala | | |
| | Frenda | | |
| Tizi Ouzou | | Chu Tizi Ouzou | |
| | | Ehs Oued Aïssi | |
| | | Tizi Ouzou (Sbihi) | |
| | | Aïn El Hammam | |
| | | Azazga | |
| | | Boghni | |
| | | Dra El Mizan | |
| | | | Tighzirt |
| | | Larba Naït Iraten Azefoun | |

ANNEXE I (Suite)

| WILAYA | REGION I - 2 ANS | REGION II - 3 ANS | REGION III - 4 ANS |
|----------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Alger | | | Chu Mustapha |
| | | | Chu Parnet |
| | | | Chu B. El Oued |
| | | | Chu Beni Messous |
| | | | Ehs Psy Chéraga |
| | | | Ehs Psy Drid Hocine |
| | | | Ehs Douera |
| | | | Ehs Ben Aknoun |
| | | | Ehs Texeraïne |
| | | | Ehs M. Abderrahmani |
| | | | Ehs Azur Plage |
| | | | CNMS |
| | | | CPMC |
| | | | Ehs El Kettar |
| | | | Ehs Aït Idir |
| | | | Clinique des brûlés |
| | | | Ehs Zmirli |
| | | | Bologhine |
| | | | Birtraria |
| | | | Sidi M'Hamed |
| | | | Kouba |
| | | | El Harrach |
| | | | Rouiba |
| | | Aïn Taya | |
| | | Douira | |
| | | Zeralda | |
| | | Baraki | |
| Djelfa | Djelfa | | |
| | Hassi Bahbah | | |
| | Aïn Oussara | | |
| | Messad | | |
| Jijel | Jijel | | |
| | El Milia | | |
| | Taher | | |
| Sétif | Chu Sétif | | |
| | Ehs Psy Aïn Abbessa | | |
| | | | Ehs Ras El Ma |
| | | | Sétif |
| | Aïn Oulmane | | |
| | Bougaa | | |
| | Aïn El Kebira | | |
| El Eulma | | | |

ANNEXE I (Suite)

| WILAYA | REGION I - 2 ANS | REGION II - 3 ANS | REGION III - 4 ANS |
|----------------|---------------------|--------------------|----------------------|
| Saïda | Saïda | | Hassasna |
| Skikda | Ehs Psy El Harrouch | | |
| | Skikda | | |
| | | Collo | |
| | | El Harrouch | |
| | | Tamalous | |
| Sidi Bel Abbès | | Chu Sidi Bel Abbès | |
| | | | Sidi Bel Abbès |
| | | | Sfisef |
| | Telagh | | Ben Badis |
| Annaba | | | Chu Annaba |
| | | | Ehs Psy Errazi |
| | | Ehs Seraïdi | |
| | | Ehs El Bouni | |
| | | | Annaba |
| | | | Chetaïbi |
| | | | El Hadjar |
| Guelma | Guelma | | |
| | | | Bouchegouf |
| | | | Oued Zenati |
| | | | Aïn Larbi |
| Constantine | | | Chu Constantine |
| | | | Ehs Psy Djebel Ouhch |
| | | | Clinique Erriadh |
| | | | Ehs Sidi Mabrouk |
| | | | Ehs Daksi |
| | | | Constantine |
| | | | El Kherroub |
| | | | Zighoud Youcef |
| Médéa | Médéa | | |
| | | | Tablat |
| | Berrouaghia | | |
| | Ksar El Boukhari | | |
| | Aïn Boucif | | |
| | Beni Slimane | | |

ANNEXE I (Suite)

| WILAYA | REGION I - 2 ANS | REGION II - 3 ANS | REGION III - 4 ANS |
|--------------------|---------------------|-------------------|----------------------|
| Mostaganem | | Mostaganem | |
| | | Sidi Ali | |
| | | Aïn Tadeless | |
| M'Sila | M'Sila | | |
| | Sidi Aïssa | | |
| | Aïn El Melh | | |
| | Boussaâda | | |
| Mascara | Ehs Bouhnifia | | |
| | | Mascara | |
| | | Tighenif | |
| | | Ghriss | |
| | | Mohammadia | |
| | | Sig | |
| Ouargla | Ouargla | | |
| | | | El Hadjira |
| | Hassi Messaoud | | |
| | Touggourt | | |
| Oran | | | Chu Oran |
| | | | Ehs Psy Sidi Chami |
| | | | Ehs Emir Abdelkader |
| | | | Ehs Canastel |
| | | | Clinique Ophtalmique |
| | | | Oran 'Est' |
| | | | Oran 'Ouest' |
| | | | Arzew |
| | | | Aïn Turk |
| | | | Es Senia |
| El Bayadh | El Bayadh | | |
| | Lebiodh Sidi Cheikh | | |
| Illizi | Illizi | | |
| | Djanet | | |
| Bordj Bou Arréridj | Bordj Bou Arréridj | | |
| | Medjana | | |
| | Ras El Oued | | |

ANNEXE I (Suite)

| WILAYA | REGION I - 2 ANS | REGION II - 3 ANS | REGION III - 4 ANS |
|----------------|------------------|---------------------|--------------------|
| Boumerdès | | Boumerdès | |
| | | Bordj Menaïel | |
| | | Dellys | |
| El Tarf | | | El Tarf |
| | | | Dréan |
| | El Kala | | Bouhadjar |
| Tindouf | Tindouf | | |
| Tissemsilt | Tissemsilt | | |
| | Teniet El Had | | |
| | Bordj Bounaama | | |
| El Oued | El Oued | | |
| | Meghaïer | | |
| Khenchela | Khenchela | | |
| | Kaïs | | |
| | Cherchar | | |
| Souk Ahras | Souk Ahras | | |
| | Sedrata | | |
| Tipaza | | Tipaza | |
| | | Cherchell | |
| | | Koléa | |
| | | Gouraya | |
| Mila | | Ehs Psy O. Athmania | |
| | | Mila | |
| | | Chelghoum El Aid | |
| | | Ferdjioua | |
| Aïn Defla | Aïn Defla | | |
| | Khemis Miliana | | |
| | Miliana | | |
| | El Attaf | | |
| Naâma | Naâma (Mechria) | | |
| | Aïn Sefra | | |
| Aïn Témouchent | | Aïn Témouchent | |
| | | Hammam Bou Hadjar | |
| | | Beni Saf | |

ANNEXE I (Suite)

| WILAYA | REGION I - 2 ANS | REGION II - 3 ANS | REGION III - 4 ANS |
|----------|------------------|-------------------|--------------------|
| Ghardaïa | Ghardaïa | | |
| | Guerrara | | |
| | Metlili | | |
| | El Menia | | |
| Relizane | | Relizane | |
| | | Oued Rhiau | |
| | | Mezrana | |

ANNEXE II

Spécialités médicales

Anatomie pathologique
 Anesthésie-réanimation
 Biochimie
 Biologie clinique
 Cardiologie
 Epidémiologie et médecine préventive
 Endocrinologie
 Dermatologie
 Gastro-Entérologie
 Gynécologie obstétrique
 Hématologie
 Hémobiologie
 Immunologie
 Maladies infectieuses
 Médecine interne
 Médecine légale
 Médecine du travail
 Médecine nucléaire
 Neurologie

Néphrologie

Ophtalmologie

ORL

Oncologie médicale

Parasitologie

Pédiatrie

Pneumo-phtisiologie

Psychiatrie

Radiologie

Radiothérapie

Rééducation fonctionnelle

Rhumatologie

Spécialités chirurgicales

Chirurgie générale

Chirurgie orthopédique

Chirurgie pédiatrique

Chirurgie urologique

Chirurgie neurologique

Chirurgie cardiaque

Chirurgie maxillo-faciale

ANNEXE III

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

ETABLISSEMENT DE SANTE :

ATTESTATION D'ACQUITTEMENT DES OBLIGATIONS DU SERVICE CIVIL

Le soussigné, directeur de l'établissement suscité atteste que :

Nom et prénom

Nom de jeune fille

Date et lieu de naissance

Adresse

Diplôme

Spécialité

Institution de formation

Date de mise en position

Date de libération

Poste occupé

s'est acquitté (e) de ses obligations du service civil conformément aux dispositions de la loi n  84-10 du 11 février 1984, modifiée et complétée relative au service civil, de la loi n  85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée relative à la protection et à la promotion de la santé et des textes pris pour leur application.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Notification : Ministère de la santé et de la population
DSP de la wilaya
de

Fait à, le

(Signature et cachet)

ANNEXE IV

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

ATTESTATION D'EXEMPTION DES OBLIGATIONS DU SERVICE CIVIL

Le soussigné

atteste par la présente que M.....

né le

demeurant

titulaire du diplôme de

est exempté des obligations du service civil conformément à la loi n° 84-10 du 11 février 1984, modifiée et complétée relative au service civil, à la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé, ainsi qu'aux textes pris pour leur application.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à, le

(Signature et cachet)

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 18 Rabie Ethani 1420 correspondant au 31 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un directeur à la Présidence de la République.

Par décret présidentiel du 18 Rabie Ethani 1420 correspondant au 31 juillet 1999, il est mis fin à compter du 12 juin 1999 aux fonctions de directeur à la Présidence de la République, exercées par M. Benkadja Akkil.

-----★-----
Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur d'études au ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement, exercées par M. Mohamed Khadraoui, admis à la retraite.

-----★-----
Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un chef de daïra à la wilaya de Skikda.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de chef de daïra à la wilaya de Skikda, exercées par M. Ahmed Doukhi, décédé.

-----★-----
Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des assurances au ministère des finances.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur des assurances au ministère des finances, exercées par M. Mustapha Ferrani, admis à la retraite.

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à l'ex-ministère de l'économie.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur des personnels et de la formation à l'ex-ministère de l'économie, exercées par M. Ahmed Koudil, admis à la retraite.

-----★-----
Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur à l'inspection générale des douanes.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur à l'inspection générale des douanes, exercées par M. Abdelkader Rersa, admis à la retraite.

-----★-----
Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un chef d'études à la direction générale des douanes.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions d'un chef d'études à la direction générale des douanes, exercées par M. Rachid Arkoun, sur sa demande.

-----★-----
Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général de la Banque algérienne de développement "BAD".

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur général de la Banque algérienne de développement "BAD", exercées par M. Mohamed Kerkabane, admis à la retraite.

-----★-----
Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère de l'énergie et des mines.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère de l'énergie et des mines, exercées par M. Farouk Bengalouze, admis à la retraite.

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général des mines au ministère de l'énergie et des mines.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions du directeur général des mines au ministère de l'énergie et des mines, exercées par Mme. Raïhana Gaba, épouse Haddad, admise à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de la normalisation, de la qualité et de la protection industrielle au ministère de l'industrie et de la restructuration.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions du directeur de la normalisation, de la qualité et de la protection industrielle au ministère de l'industrie et de la restructuration, exercées par M. Omar Si Larbi, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au ministère de l'éducation nationale.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur d'études au ministère de l'éducation nationale, exercées par M. Abdelhamid Rekab, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de la caisse nationale des retraites.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions du directeur de la caisse nationale des retraites, exercées par M. Mohamed Douiri, admis à la retraite.

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de l'institut national spécialisé en formation professionnelle d'Oued Aissi (Tizi-Ouzou).

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions du directeur de l'institut national spécialisé en formation professionnelle d'Oued Aissi (Tizi-Ouzou), exercées par M. Meziane Benaïssa, sur sa demande.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général des pêches au ministère de l'agriculture et de la pêche.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions du directeur général des pêches au ministère de l'agriculture et de la pêche, exercées par M. Djaffar Messaoud, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'institut technique des petits élevages "I.T.P.E".

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions du directeur général de l'institut technique des petits élevages "I.T.P.E", exercées par M. Abdelkader Nedjai, pour suppression de structure.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'institut technique de l'élevage bovin et ovin, exercées par M. Mohand Amokrane Nouad, pour suppression de structure.

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des postes et télécommunications à la wilaya d'Oum El Bouaghi.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur des postes et télécommunications à la wilaya d'Oum El Bouaghi, exercées par M. Makhoulf Kichou, décédé

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de l'école régionale des postes et télécommunications d'Ouargla.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur de l'école régionale des postes et télécommunications d'Ouargla, exercées par M. Mohamed Abdelkafi Ammour, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère des affaires religieuses.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin, à compter du 11 avril 1994, aux fonctions d'inspecteur au ministère des affaires religieuses, exercées par M. Belkacem Abadli, décédé.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique au ministère des affaires religieuses.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin, à compter du 24 juillet 1995, aux fonctions de directeur de l'orientation religieuse et de l'enseignement coranique au ministère des affaires religieuses, exercées par M. Mokhtar Kadri, décédé.

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des ressources humaines et de la réglementation au ministère des transports.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur des ressources humaines et de la réglementation au ministère des transports, exercées par Mme Aïcha Boukourt, épouse Aidoud, admise à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur général du bureau d'études et d'analyses des activités des transports "Bedat".

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions de directeur général du bureau d'études et d'analyses des activités des transports "Bedat", exercées par M. Hacine Bakiri, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère du commerce.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur au ministère du commerce, exercées par M. Nadir Bensiam, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère de la jeunesse et des sports.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur au ministère de la jeunesse et des sports, exercées par M. Smaïl Hakimi, admis à la retraite.

-----★-----

Décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur au ministère de la communication et de la culture.

Par décret exécutif du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur au ministère de la communication et de la culture, exercées par M. Cheikh Barbara, admis à la retraite.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT

Arrêté du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999 portant nomination d'une chargée d'études et de synthèse aux services du délégué à la planification.

Par arrêté du 4 Rabie Ethani 1420 correspondant au 17 juillet 1999, du délégué à la planification Mme. Assia Touati épouse Khadim est nommée chargée d'études et de synthèse aux services du délégué à la planification.

MINISTERE DE L'HABITAT

Arrêté interministériel du 14 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 28 juin 1999 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 22 avril 1998, fixant le nombre de directions de wilaya relevant du ministère de l'habitat et déterminant l'organisation interne des services les composant.

Le ministre de l'habitat,

Le ministre délégué auprès du ministre des finances, chargé du budget,

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la réforme administrative et de la fonction publique,

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 98-97 du 19 Dhou El Kaada 1418 correspondant au 18 mars 1998 modifiant et complétant le décret exécutif n° 90-328 du 27 octobre 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services de l'équipement de wilaya;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 22 avril 1998 fixant le nombre de directions de wilaya relevant du ministère de l'habitat et déterminant l'organisation interne des services les composant;

Arrêtent :

Article 1er. — La liste des wilayas prévue à l'article 1er de l'arrêté interministériel du 25 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 22 avril 1998 susvisé, est modifiée comme suit :

Adrar, Tamenghasset, Saïda, El-Bayadh, Illizi, El Tarf, Tindouf, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Souk-Ahras, Mila, Naâma, Aïn Témouchent, Ghardaïa, Relizane.

Art. 2. — La liste des wilayas prévue à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 22 avril 1998 susvisé, est complétée par les wilayas ci-après :

Laghouat, Oum El Bouaghi, Biskra, Bouira, Tébessa, Djelfa, Jijel, Sidi Bel Abbès, Guelma, Mostaganem, M'Sila, Mascara, Bordj-Bou-Arréridj, Boumerdès, Tipaza, Aïn Defla.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 28 juin 1999.

| | |
|--------------------------|--|
| Le ministre de l'habitat | Le ministre délégué auprès du ministre des finances chargé du budget |
| Abdelkader BOUNEKRAF | Ali BRAHITI |

| | |
|---|--|
| Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement | Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la réforme administrative et de la fonction publique |
| Abdelmalek SELLAL | Ahmed NOUI |

CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Décision du 23 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 7 juillet 1999 mettant fin aux fonctions du directeur des publications au Conseil national économique et social.

Par décision du 23 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 7 juillet 1999, du président du Conseil national économique et social, il est mis fin à compter du 11 mai 1999 aux fonctions de directeur des publications au conseil national économique et social exercées par Mme. Fadila Belaïb née Ben Kert, sur sa demande.

GOUVERNORAT DU GRAND ALGER

Arrêté du 19 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 3 juillet 1999 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au Gouvernorat du Grand Alger

Par arrêté du 19 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 3 juillet 1999, du ministre Gouverneur du grand Alger, il est mis fin à compter du 21 novembre 1998 aux fonctions de chargé d'études et de synthèse au Gouvernorat du grand Alger, exercées par M. Toufik Dif; appelé à exercer une autre fonction.